

CHAPITRE : POLITIQUES ÉCONOMIQUES DE L'ÉTAT

I) LA NOTION DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'État a les moyens d'agir plus ou moins directement sur l'Économie. Les mesures qu'il peut prendre sont regroupées sous l'appellation de « politique économique » et il y a en a de nombreuses. Dans le cadre de ce programme, nous n'avons le temps que de présenter les deux types principaux de politique économique, la politique monétaire et la politique budgétaire.

II) ÉTAT GENDARME- ÉTAT PROVIDENCE

Les économistes sont partagés quant à l'intervention de l'État

A) L'ÉTAT-GENDARME

Certains , les libéraux, estiment que les mécanismes de marché sont en général efficaces et que l'État doit intervenir le moins possible sinon pour maintenir les cadres nécessaires pour que les marchés fonctionnent efficacement (en garantissant la bonne information sur les marchés ou en cassant les monopoles par exemple). Ces économistes sont partisans d'un État-Gendarme . Celui ci a trois missions :

- 1) Il doit assurer la défense intérieure et extérieure de la Nation (police, armée)
- 2) Il doit avoir le monopole de l'émission de monnaie légale (mais il n'a plus celui de l'émission de monnaie qui est le fait des banques de second rang)
- 3) Il doit assurer que les Lois garantissent le bon fonctionnement des marchés

NB : il existe un petit courant économistes qu'on appelle libertariens ou « autrichiens » favorables à l'absence quasi totale de l'État en quoi que ce soit. Pour eux, seule la liberté individuelle compte

B) L'ÉTAT-PROVIDENCE

D'autres économistes pensent que les marchés sont souvent déficients et qu'une intervention de l'État est parfois nécessaire (intervention par la monnaie, par le budget ou protection sociale). Il s'agit des keynésiens et des marxistes.

NB : il y a des nuances dans ces prises de position. Cela peut aller de l'intervention la plus timide qui soit jusqu'à la volonté de nationalisation e la majorité des entreprises chez certains marxistes.

III) LES OBJECTIFS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

A) LE CARRE MAGIQUE

Traditionnellement, on estime que l'État doit intervenir dans le but d'atteindre quatre objectifs :

- + Le Plein -Emploi (donc la baisse du chômage)
- + Mais pour atteindre le plein emploi, il faut avoir une croissance économique
- + La croissance économique peut entraîner une inflation trop forte. A l'inverse, on s'inquiète aussi beaucoup des risques de déflation. La maîtrise de l'évolution de l'inflation est donc le troisième objectifs.
- + Enfin, comme un pays commerce avec d'autres pays, la maîtrise de la balance extérieure est essentielle

B) DE NOUVEAUX OBJECTIFS

En plus de ces objectifs traditionnels, les évolutions économiques de ces quarante dernières années ont montré que d'autres objectifs devenaient indispensables.

- + Il faut maîtriser l'évolution des inégalités dans le pays.
- + La question de l'environnement est essentielle
- + Depuis la multiplication des bulles financière s, la question de la stabilité financière devient essentielle.

ANNEXE : LE PROBLÈME DE L'INFLATION

L'inflation est l'augmentation régulière de la moyenne des prix.

Au sein de la zone Euro, on essaie de maintenir l'inflation à un taux de 2 % par an c'est dire qu'on veut éviter d'avoir une inflation trop forte mais aussi d'avoir une inflation trop faible.

La première inquiétude renvoie aux risques d'une « grande inflation » (au dessus de 10 % par an comme dans les années 1970) ou même une « hyper inflation » (de plusieurs centaines ou plusieurs milliers de % par an). Dans le cas d'une hyper-inflation, on a un effondrement du pouvoir d'achat et une « fuite devant la monnaie » c'est à dire que, comme les prix augmentent fortement chaque jour, on évite de conserver de la monnaie et on achète le plus possible de biens ce qui fait encore plus augmenter l'inflation. Toute la vie économique est désorganisée.

Mais une déflation, c'est à dire une chute continue des prix est au moins aussi dangereuse que l'hyper-inflation. Quand les prix baissent, les gens reculent leurs achats en attendant la baisse des prix. Du coup, les entreprises ne vendent plus et sont obligées de réduire leur production et de licencier. Contrairement à ce qu'on imagine spontanément, la déflation n'entraîne pas une hausse du pouvoir d'achat mais, au contraire, une baisse du pouvoir d'achat. C'est d'ailleurs ce qu'on a observé durant la crise des années 1930 qui fut une crise de déflation.

En revanche, une faible inflation peut être bénéfique pour l'économie, notamment parcequ'elle réduit le taux d'intérêt réel et favorise les emprunts et la demande (consommation, investissement)

IV) LA POLITIQUE MONÉTAIRE

A l'heure actuelle, le problème essentiel des gouvernements est de relancer l'activité économique de façon à augmenter l'emploi.

A) COMMENT FAIRE ?

1) Politique monétaire conventionnelle :

La première solution consiste à réduire les taux d'intérêt de façon à favoriser l'emprunt et donc investissement et la consommation. On peut réduire ces taux d'intérêt en baissant les taux de refinancement ou en intervenant sur le marché monétaire.

2) Politique monétaire non conventionnelle :

Une autre solution serait d'avoir recours à la création monétaire, non pas par la planche à billets puisque les billets ne représentent plus rien mais en accroissant la monnaie scripturale., ce qu'on appelle le « **Quantitative Easing** » (**Q.E.**). Cela consiste à racheter des titres, notamment des bons du trésor, (des prêts faits à l'Etat) et des obligations d'entreprise. En rachetant ces titres et en les « stérilisant » (c'est à dire sans les remettre sur le marché), la BCE crée de la monnaie. Contrairement à la La Fed américaine, E ne peut pas racheter ces titres directement aux États (car elle n'a pas le droit de financer les États) mais aux agents qui possèdent ces titres qu'ils avaient achetés au préalable.

Dit de manière simplifiée, la BCE n'a officiellement pas le droit de créer de la monnaie pour financer les déficits des États mais vu l'ampleur de la crise ,elle s'est mise à le faire de manière indirecte.

Vous pouvez visionner cette courte vidéo sur le « Quantitative Easing » :

<https://www.youtube.com/watch?v=8NSCwGxXplQ>

B) Conséquences

Le problème le plus important n'est pas de savoir comment on crée cette monnaie mais **à quoi va servir cette monnaie créée**. Cette monnaie va passer par les banques qui vont prêter cette monnaie à des taux d'intérêt plus bas qu'auparavant.

+ Il faut d'abord être sûr que les banques réduiront les taux d'intérêt (car elles peuvent ne pas baisser les taux d'intérêt sur les emprunts qu'elles accordent de façon à accroître leurs marges)

Si les emprunts augmentent, qui seront les emprunteurs ?

+ Ça peut être les consommateurs mais ils ne consommeront que s'ils ont confiance dans l'avenir. Il y a de fortes chances pour que la consommation n'augmente pas.

+ Ça peut être les entreprises qui empruntent pour investir mais il faut pour cela que la production augmente et donc qu'on prévoit une augmentation de la consommation. Or les consommateurs ne sont pas là

+ Enfin, ça peut être les spéculateurs qui vont contribuer à gonfler les bulles spéculatives

Le problème est que c'est surtout ce troisième canal qui s'est développé engendrant des successions de bulles financières. A contrario, la monnaie créée n'arrive pas suffisamment jusqu'aux consommateurs. C'est pour cela que certains économistes proposent la solution de « monnaie hélicoptère » (appelée aussi « monnaie drone ») : dans ce cas, la Banque Centrale ne passe pas par les banques commerciales mais abonde directement les comptes des ménages

Mais quel que soit le moyen utilisé, on tombe sur le même problème : si les ménages s'inquiètent de l'avenir, ils ne consommeront pas et les entreprises n'auront donc aucune raison d'investir et d'embaucher.

On a donc deux solutions possibles :

+ Soit on réussit à « renverser les anticipations des agents » c'est à dire à les rendre optimistes.

+ Soit on trouve un agent économiques qui n'a pas besoin d'être optimiste pour dépenser. Or celui-ci existe et s'appelle l'État.

V) LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

En effet, l'État n'est pas un être vivant ou mortel comme les ménages et les entreprises. L'État n'a pas d'intérêt propre alors que les ménages doivent avant tout satisfaire leurs besoins et les entreprises doivent faire du profit.

A) LES EFFETS ATTENDUS D'UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE (OU DES Apu)

Si l'État fait des dépenses, cela peut avoir des conséquences bénéfiques :

1) L'amélioration de l'Offre

Il peut y avoir des dépenses profitables et nécessaires. Dans les années 1930, Roosevelt a engagé des grands travaux notamment la création de barrages qui a favorisé la production d'électricité. Aujourd'hui, on peut penser à la « transition énergétique » : on sait qu'il va être nécessaire de transformer les foyers pour les rendre moins énergivores et beaucoup de ménages n'ont pas les moyens de le faire. L'État peut faire des dépenses dans ce domaine.

2) L'effet multiplicateur

Le deuxième avantage c'est que ça peut permettre de relancer l'activité économique.

a) Le principe

Imaginons que l'État dépense 100 millions d'euros pour améliorer les locaux publics (lycées, administrations,...) et les rendre moins énergivores. Pour cela, il va faire appel à des entreprises et leur verser 100 millions d'euros. Ces 100 millions vont servir aux entreprises pour acheter les consommations intermédiaires (les matériaux utilisés pour l'isolation par exemple) pour une valeur de 20. Elles vont payer des salaires pour une valeur de 60 et il leur restera 20 de profit.

Si tout va bien, les salariés vont dépenser une partie du salaire reçu mais ils vont dépenser seulement 60 % de ce qu'ils ont gagné (soit 48 euros) et épargner 40 % (soit 12 euros) qui n'entreront pas dans le circuit économique (on va supposer qu'ils sont thésaurisés). De leur côté les entreprises vont également utiliser 60 % leurs profits pour investir donc acheter des machines, ce qui relance l'activité économique. Il reste les 20 de Consommations intermédiaires qui vont constituer le chiffre d'affaires des entreprises qui fabriquent les matériaux isolants et elles vont répartir de la même manière que les autres entreprises.

On peut simplifier cela en disant que tous les agents vont dépenser 60 % de leurs profits et en épargner 40 %. Donc sur les 100 dépensés par l'État, 60 seront remis dans le circuit sous forme de dépenses de consommation ou de dépenses d'investissement et 40 % seront épargnés.

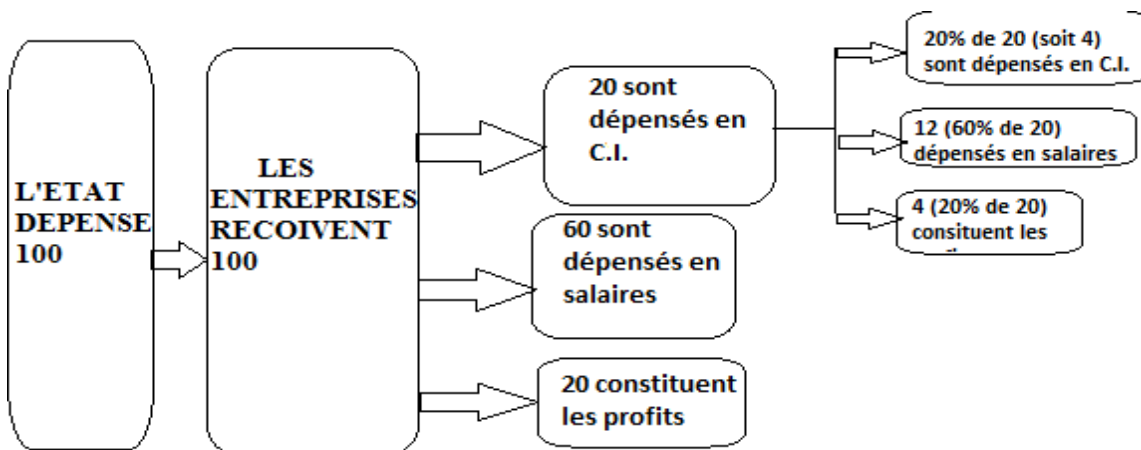
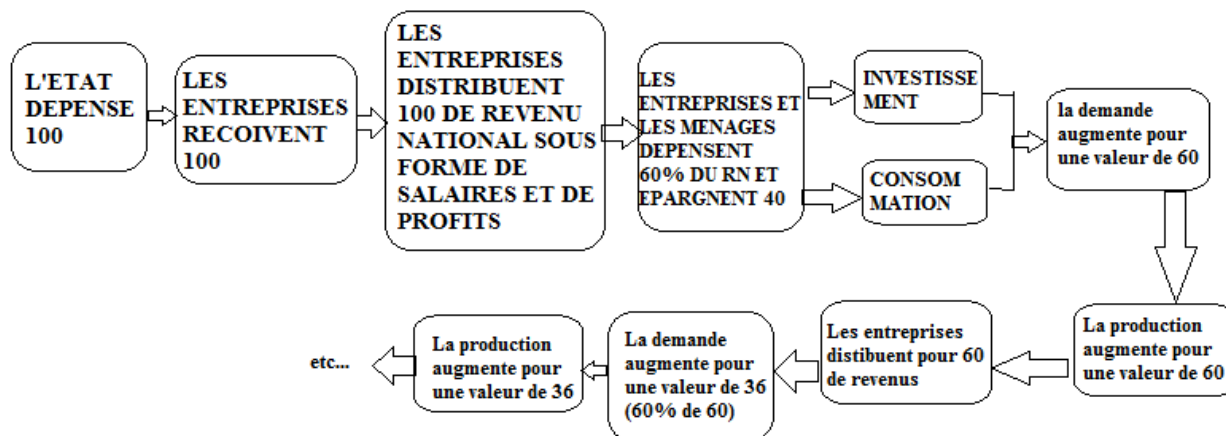


Illustration : On peut imaginer que les ménages et les entreprises vont acheter pour 60 d'automobiles. Les producteurs d'automobiles (entreprises et salariés) vont donc gagner 60 et en dépenser 60 %, soit 36, pour acheter des bicyclettes. Les producteurs de bicyclettes vont donc gagner 36 et dépenser 60 % de 36, donc 21 euros 60 pour acheter des ordinateurs, et ainsi de suite



On voit donc que les dépenses vont se multiplier d'où le nom « d'effet multiplicateur ». Il s'agit bien sûr d'un schéma idéal et on ne tient pas compte ici de ses limites.

c) Les conséquences positives

Voyons d'abord les aspects positifs de ce fonctionnement :

- + Chacun dépensant une partie de ce qu'il reçoit, les agents s'enrichissent mutuellement.
- + Comme la production augmente, on peut supposer que les emplois vont augmenter et le chômage va baisser. Cela a deux effets économiques importants : les chômeurs qui ont retrouvé un emploi vont pouvoir augmenter leur consommation et accroître l'effet de relance économique. De plus, il y aura moins de prestations chômage à payer ce qui allège les dépenses des Administrations Publiques.
- + Il y aura un deuxième effet bénéfique pour l'État, c'est que les recettes fiscales vont augmenter. En effet, chacun s'enrichissant, les agents vont payer plus d'impôts : les salariés voient leur salaire augmenter donc ils paient plus d'impôts sur le revenu, les entreprises paient plus d'impôts sur le bénéfice, comme la consommation augmente, la TVA augmente, ... donc l'État va financer une partie de ses dépenses initiales (de 100 dans l'exemple) par des rentrées fiscales ultérieures.
- + Enfin, et c'est sûrement la conséquence la plus importante, si l'activité économique repart durablement, les consommateurs vont avoir confiance dans l'avenir (développer des « anticipations positives » donc ils hésiteront moins à dépenser pour changer d'automobile, rénover leur maison, s'offrir des vacances, etc. L'État est le seul agent à pouvoir dépenser quand les choses vont mal et que chacun a intérêt à « se serrer la ceinture ». On dit qu'il a une « action contra-cyclique ».

S'il n'y avait que des effets positifs, il n'y aurait qu'à augmenter les dépenses publiques indéfiniment... Évidemment il y a aussi des limites et des risques.

3) Les limites et les conséquences négatives - Les limites se retrouvent à chaque point du schéma présenté :

- + Premièrement, l'importance de l'effet de relance dépend de ce que les agents décident de dépenser et d'épargner. Si les agents dépensent 90 % du revenu reçu, l'effet sera plus fort que s'ils ne dépensent que 20 %. Or cela va dépendre notamment de leur confiance dans l'avenir.
- + Même s'ils dépensent, il faut que l'offre (la production) réponde. Or, il se peut que les entreprises n'augmentent pas suffisamment leur production parcequ'elles n'en n'ont pas la possibilité. Dans ce cas, la demande devient supérieure à l'offre : soit les prix augmentent, soit les demandeurs se tournent vers les produits étrangers.

+ Si les consommateurs se dirigent vers des produits étrangers (soit parce que les produits français n'existent pas ou sont moins bons, soit parcequ'ils sont trop chers), les importations augmentent et c'est les autres pays qui profitent de l'effet de relance.

Reste le problème du financement. Même si la dépense publique a des effets positifs, il reste qu'il y a un déficit budgétaire et qu'il faut bien payer ces dépenses à un moment ou un autre.

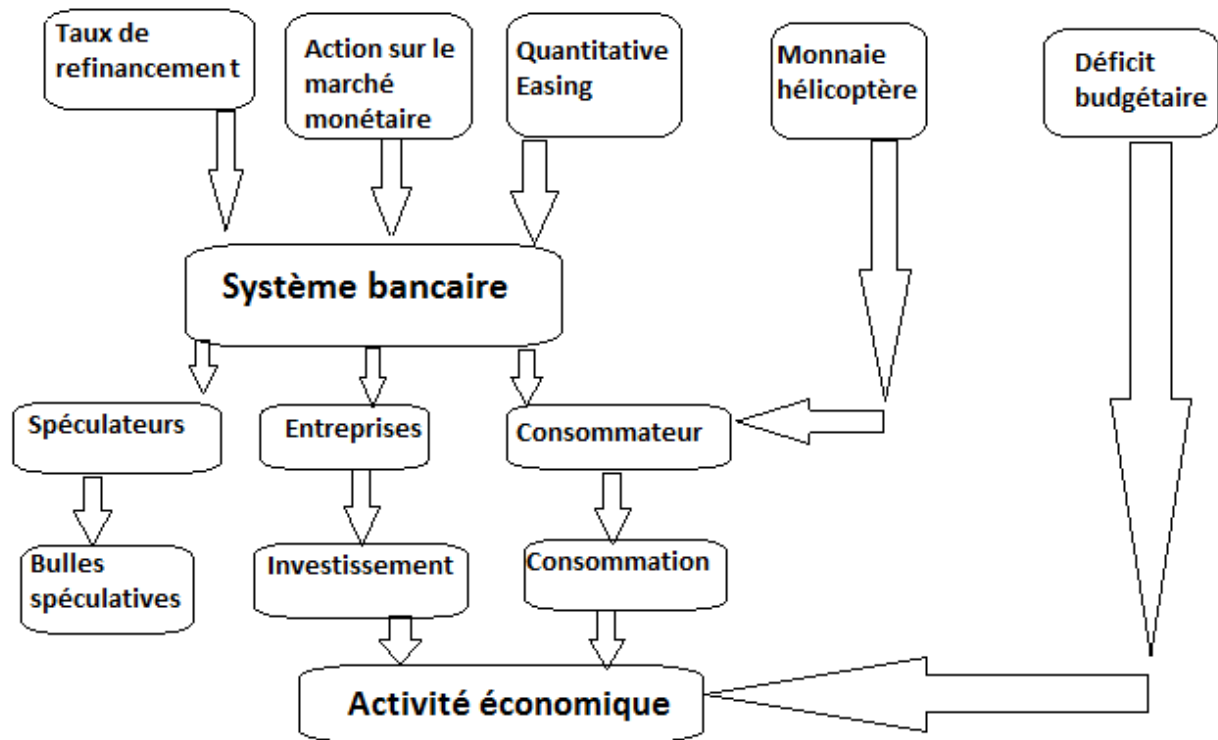
+ Pour certains économistes, cette dépense sera financé ultérieurement par une augmentation des impôts. Ils supposent que les agents économiques envisagent cette future hausse des impôts et épargnent dès maintenant. Le déficit budgétaire n'a alors aucun effet positif. C'est le « théorème d'équivalence » ou « effet Ricardo-Barro » (en fait cette théorie n'est pas vérifiée empiriquement).

+ Pour financer le déficit budgétaire, l'État être obligé d'emprunter sur les marchés financiers. Mais s'il emprunte, ce sera des sommes très importantes. Cela aura les conséquences négatives suivantes : la demande de monnaie augmente donc elle devient supérieure à l'Offre et le prix de la monnaie, c'est à dire les taux d'intérêt, augment. Dans ce cas, emprunter devient lus coûteux, les entreprises vont réduire leur emprunt et leur investissement et les ménages vont réduire leur emprunt et leur consommation. Finalement l'effet de relance du déficit budgétaire va être annulé. C'est ce qu'on appelle « l'effet d'éviction ».

+ Mais les effets négatifs de l'emprunt peuvent aller encore plus loin. Si la relance est insuffisante, les rentrées fiscales ne vont pas augmenter suffisamment. L'État va donc être obligé soit d'augmenter les impôts soit d'emprunter. Mais s'il emprunte, sa dette augmente encore plus, et elle grossit de pus en plus. C'est l'effet « boule de neige »

+ La dernière possibilité est de financer le déficit budgétaire par la création monétaire. On sait que la BCE n'a pas le droit de le faire mais qu'elle le fait indirectement par le Quantitative Easing. D'autres Banques Centrales (USA, Japon , Angleterre,...) le font sans souci. Dans ce cas, il y a une offre probabilité d'entraîner de l'inflation. Est ce un risque ? Cela dépend : une inflation trop élevée peut être très dangereuse mais pas une inflation modérée. Cette possibilité est d'autant plus intéressante qu'aujourd'hui l'inflation est très basse et qu'on craint d'autant plus l'entrée dans une déflation qui serait la pire des situations.

SYNTHÈSE / RAPPEL DES DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS D'INTERVENTION



EXERCICES D'ENTRAÎNEMENT

Après avoir lu et appris le cours , vous allez faire les deux exercices suivants

Exercice n°1 : vous trouverez ci-dessous quatre mécanismes schématisés. Chaque schéma correspond à un des mécanismes présenté dans le cours : multiplicateur de déficit budgétaire, théorème d'équivalence (Ricardo-Barro), effet boule de neige, effet d'éviction .

Schéma n°1 :

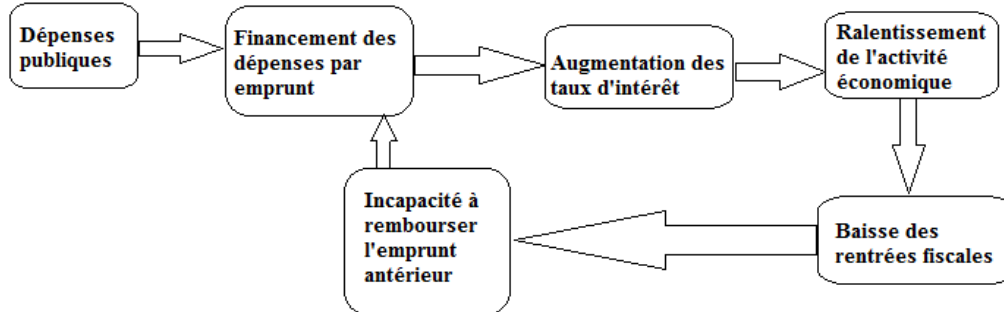


Schéma n°2 :

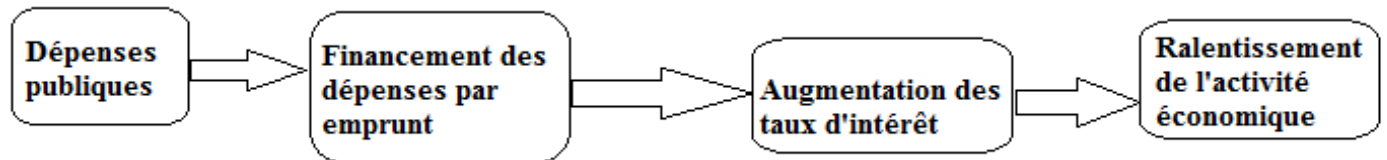


Schéma n°3 :

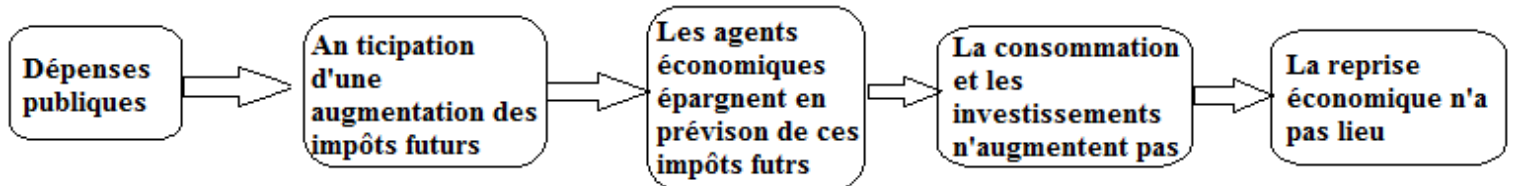
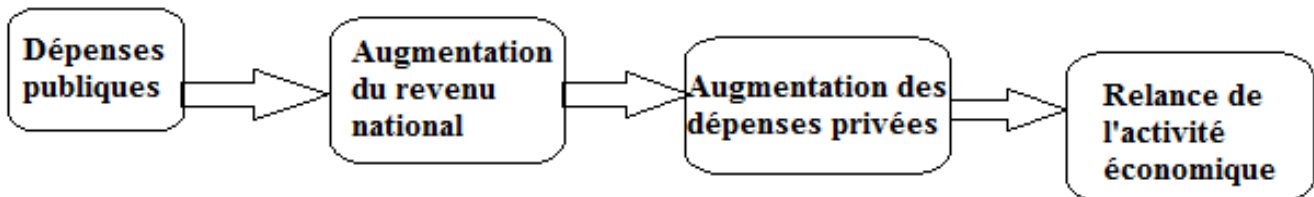
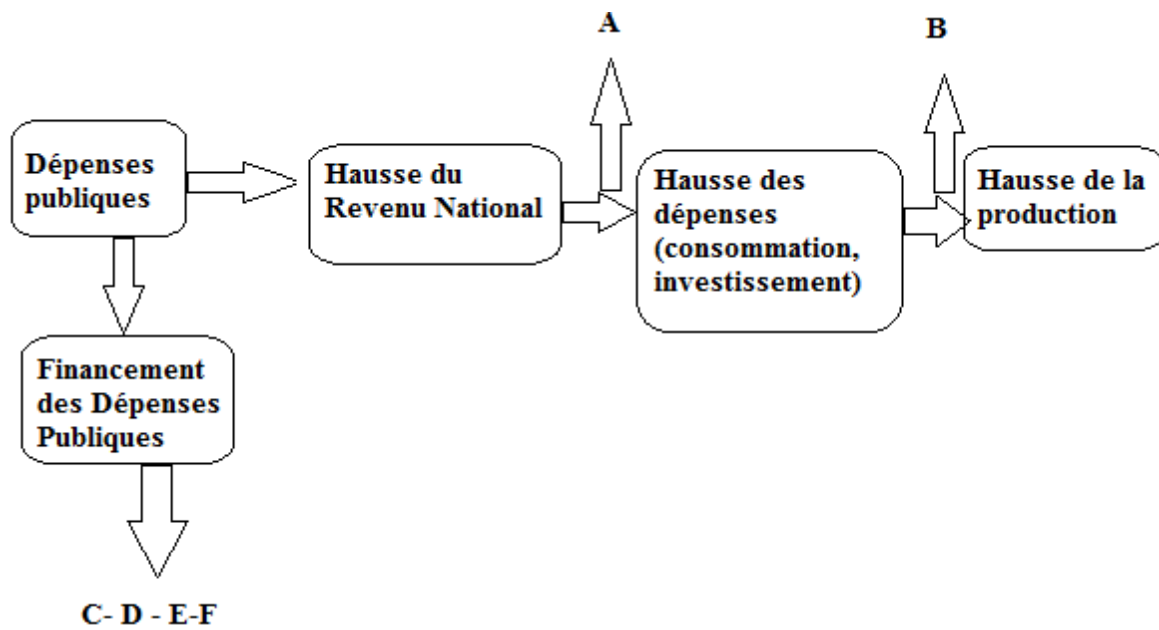


Schéma n°4 :



Exercice n°2 : le multiplicateur de déficit budgétaire n'est pas toujours efficace et peut connaître des fuites ou des limites (présentées et expliquées dans le cours). Ces fuites et ces limites correspondent aux flèches numérotées de A à F. Indiquez à chaque fois à quel type de fuite ou de



limite cela peut correspondre.